



Décision individuelle N° 2022-303

Pétitionnaire : MNCA M. ANFOSSI David

Adresse : Direction Territoriale de la Tinée DTT Groupe Etude et Travaux GDP – 06364 NICE Cedex 4

Nature de la demande : Diagnostic archéologique en cœur de parc

Intitulé du projet : Diagnostic archéologique sur l'ancien four à chaux au hameau de Mollières

Localisation : Hameau de Mollières - Valdeblore

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 14 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur, ainsi que son annexe 5,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'arrêté portant prescription de diagnostic archéologique pris par le préfet de région le 21 avril 2022,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 02 août 2022,

Considérant la demande formulée en date du 28 juin 2022 par la Métropole Nice Côte d'Azur, représentée par Jean-Marie Fabron, chef de la subdivision Tinée,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines culturels et historiques du cœur du Parc national, et à ce titre, qu'elle participe à la réalisation des missions de l'établissement public,

Considérant toutefois que la prise d'images dans le cadre de cette demande, ne doit pas engendrer de risque de dérangement de la faune sauvage et des éventuels usagers,

Considérant que la demande porte sur un survol de drone à des fins de prises de vues photogrammétriques, nécessaires au diagnostic archéologique du Four,

Considérant que la date envisagée de l'opération est compatible avec les périodes de survol définies par la modalité n°29 et que les images réalisées correspondront au cas n°1 défini dans la modalité n°34,

Considérant la nécessité d'encadrer a minima l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La Métropole Nice Côte d'azur, représentée par M. Jean-Marie Fabron, est autorisée à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour, au hameau de Mollières, parcelle L0743, sur la commune de Valdeblore.

Les travaux ont pour objet la réalisation du diagnostic archéologique du Four à chaux du hameau de Mollières afin d'en évaluer sa valeur patrimoniale et sa datation.

Le diagnostic consiste en :

- un déblaiement manuel de la partie sommitale de l'ouvrage non visible (volume d'environ 1m³ et d'une largeur maximale de 1m).
- une éventuelle nécessité de couper 2 épicéas de diamètre inférieur à 15cm si les racines sont à nues et engendrent un risque de chute sur le chantier.
- un débroussaillage de l'intérieur du four à chaux qui est actuellement recouvert de végétaux type orties.
- un prélèvement manuel de la moitié des matériaux présents au fond du four et analyse afin de déterminer la datation et la destination de l'ouvrage. La profondeur des fouilles est estimée à environ 1m.
- un relevé photogrammétrique du four à chaux avec 2 survols en drone nécessaires, réalisés à moins de trois mètres de haut et à proximité immédiate du four.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

• Prescription relative aux modalités des prélèvements

2.1. Le prélèvement d'objets et matériaux sera réalisé uniquement par ramassage manuel, sans affouillement mécanique de sol.

2.2. La présente autorisation bénéficie à la Métropole Nice Côte d'Azur et notamment, au Service Archéologique de la Métropole Nice Côte d'Azur.

• Prescriptions relatives à la prise d'images dans un cadre professionnel

2.3. Le télépilote est tenu de respecter la « zone de survol autorisé », soit moins de 3 mètres d'altitude aux stricts alentours du four à chaux.

Dans le cœur du Parc national, les survols à basse altitude restent interdits en-dehors de la zone autorisée.

2.4. La durée totale des survols n'excédera pas 1 heure.

2.5. Il n'y a pas plus d'un drone en vol simultanément.

2.6. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement au Siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, le résultat de la photogrammétrie (vue d'ensemble du four après montage et traitement photogrammétrique) réalisée dans le cadre de la présente, dans un délai d'1 mois maximum à échéance de la présente (autorisations@mercantour-parcnational.fr).

2.5. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur les publications illustrées des photographies réalisées dans le cœur du parc national, la mention suivante : « Les photographies réalisées dans le cœur du Parc national ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s) »

• Prescription relative à la transmission des données d'inventaire

2.6. Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de ses prospections un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches

- Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision

2.7. Toute publication liée au projet d'inventaire du cœur du parc national devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

2.8. Une version numérique de toute publication liée au projet d'inventaire du cœur du parc national devra être transmise au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

- Prescription relative au public

2.9. Le bénéficiaire devra observer un comportement discret. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le Conservateur régional de l'Archéologie et le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour.

- Prescription relative à l'accès aux sites d'inventaire

2.10. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du Parc national.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera le service territorial mentionné à l'article 3 en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

- Prescriptions relatives à la gestion de la végétation

2.11. En cas de besoin, la végétation entravant la réalisation de ces travaux pourra faire l'objet d'une coupe exclusivement manuelle, en préservant tout sujet d'un diamètre supérieur à 20 cm. Les rémanents de la coupe seront stockés en tas sur place ; aucun brûlage n'est autorisé.

2.12. Toute coupe d'arbre ne pourra être mise en œuvre qu'après vérification de l'absence de nid, de loge, de fissure et/ou après s'être assuré qu'elles sont inoccupées. Cette expertise sera réalisée par le Parc national du Mercantour.

2.13. Les rémanents issus du dégagement de la végétation périphérique au four à chaux seront débités en moyennes sections et laissés en tas aux abords immédiats du site. Tout brûlage est interdit en cœur de parc national.

2.14. Les rémanents de coupe d'arbres et de débroussaillage seront laissés sur place sans broyage ; les arbres ne seront pas billonnés ; si nécessaire à la sécurité de l'ouvrage, ils seront ébranchés, branches et troncs disposés en plusieurs tas épars sous la ligne sans tassement.

2.15. Les coupes devront être réalisées exclusivement à l'aide d'outils manuels. Le débardage pourra être mécanisé sous réserve qu'il soit effectué à l'aide d'engins légers et sans ouverture de traîne.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter du 25 juillet 2022 jusqu'au 03 août 2022.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 03 août 2022

La directrice-adjoint
du Parc national du Mercantour




Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial de la Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.